

Au Maroc, les oasis grignotées par le désert

La culture de la pastèque concurrence l'accès à l'eau des palmeraies et des cultures vivrières de la vallée du Drâa

REPORTAGE

ZAGORA (MAROC) - envoyée spéciale

Dans l'oasis de M'hamid El-Ghizlane, aux confins du Grand Est marocain, la couleur verte des palmiers-dattiers, autrefois très présents, s'étiole. «Chaque jour, quand le vent vient, le sable avance et la palmeraie meurt un peu plus», résume Halim Sbaï, 55 ans, directeur du festival musical Zamane, autour des traditions du désert, et figure de la vie culturelle locale. «Pas besoin d'être un expert pour le constater», se désolait-il. A mesure que son pick-up blanc s'enfonce sur les routes étroites de l'oasis, un paysage presque apocalyptique apparaît. Des centaines de stipes (faux-troncs) de palmiers gisent au milieu de petites dunes. L'éventail de leurs palmes a soit grillé, soit disparu. «Petits, on venait ramasser des dattes ici, c'était luxuriant, maintenant c'est un cimetière», regrette le quinquagénaire.

«Jusqu'au début des années 1990, l'eau coulait toute l'année», assure-t-il, montrant du doigt le lit à demi-asséché de l'oued Drâa, le fleuve le plus long du Maroc (1000 kilomètres), qui ruisselle, en temps normal, du Haut-Atlas jusqu'aux portes du désert. A l'époque, l'agriculture ancestrale basée sur une superposition verticale de trois cultures, les dattes des hauts palmiers, de plus petits arbres fruitiers et enfin le maraîchage au ras du sol, permettait à une large majorité des habitants de subsister dans ce milieu aride. Un agroécosystème vieux de plusieurs siècles. Aujourd'hui, la renommée des dattes sucrées de M'hamid El-Ghizlane n'est plus. L'eau manque trop à la palmeraie, mais aussi aux cultures vivrières. L'agriculture y est peu à peu abandonnée, laissant des dizaines de parcelles en friche, offertes à l'avancée inexorable du désert.

Désormais, c'est le tourisme qui génère la majeure partie de l'activité économique de ce douar de 7500 habitants. Parmi les derniers îlots de verdure entretenus figurent ceux qui ceinturent les complexes hôteliers et les écolodges en vogue. Quelques siècles en arrière, le village fortifié en pisé de M'hamid était le dernier arrêt avant le désert pour les caravanes de dromadaires à destination de Tombouctou. Quasi enseveli par le sable, il marque aujourd'hui la fin de la nation

nale 9 et attire des touristes en quête d'une expérience aux portes du Sahara. «Mais si l'oasis continue de reculer, que viendront-ils voir? Un cimetière?», répète Halim Sbaï, à l'ombre des arbres de sa propriété, dont il tente de maintenir au mieux les parcelles.

«Désertification irréversible»

Dans la vallée du Drâa moyen, M'hamid El-Ghizlane est loin d'être la seule oasis ainsi défigurée. Une étude publiée en février sur l'oasis de Ternata, plus au nord, a révélé une «désertification irréversible» par endroits. A l'appui d'images satellites prises entre 1984 et 2024, «nous avons observé que, lorsque la surface de la palmeraie diminue, les zones dégradées augmentent, à la fois autour de l'oasis et parfois à l'intérieur même des zones cultivées», précise Adil Moumane, coauteur et docteur en géographie de l'environnement à l'université Ibn Tofail de Kénitra. Depuis 2021, les zones désertifiées y dépassent l'espace oasien. «L'eau de l'oued Drâa, dont dépend l'irrigation des oasis de la région, ne vient plus ou trop



peu, opine Mohamed Taher Sraïri, enseignant-chercheur à l'Institut agronomique et vétérinaire Hassan-II de Rabat. Il a moins plu que la moyenne au cours des sept dernières années dans cette zone déjà structurellement sèche.»

Dimensionné pour réaliser jusqu'à six lâchers par an à son ouverture en 1971, le barrage El-Mansour Eddahbi, établi sur les hauteurs de la ville de Ouarzazate, peine à en honorer deux. Et les pluies de cet hiver n'ont pas changé la donne.

Aucun lâcher n'a été réalisé depuis le début de l'année. Pendant longtemps, lorsque les lâchers du barrage étaient faibles, les oasis pouvaient compenser avec le puisage des eaux de la nappe souterraine. «Le palmier est une espèce très résistante dont les racines peuvent descendre jusqu'à 15 mètres pour aller chercher de l'eau», note Mohamed Taher Sraïri. Mais, de l'aveu des agriculteurs et des scientifiques rencontrés par Le Monde, la nappe est devenue quasi inaccessible. «Le mécanisme de secours que prodiguaient ces réserves d'eau aux oasis est cassé, assène Adil Moumane. Si les agriculteurs pouvaient autrefois atteindre l'eau facilement, certaines nappes dépassent désormais 100 mètres de profondeur, ce qui rend l'extraction techniquement difficile et financièrement impossible pour la plupart des exploitants.»

Pour les habitants de la région, la raison de cet assèchement viendrait en grande partie de la culture de la pastèque (un fruit gourmand en eau – il en est composé à 95 %), introduite au début des années 2000 dans la région. En quel-

ques années, le nombre de fermes de pastèques de Zagora, réputées pour leur précocité, a bondi, investissant des terrains dits «collectifs» jusqu'alors destinés au pâturage. Car cette production est rentable. Jusqu'à 25 dirhams (2,30 euros) le kilogramme, soit près de 250 dirhams la pastèque. Dans la plaine de Faija, à 7 kilomètres de la ville-oasis de Zagora, les champs de pastèques s'étendent sur des dizaines d'hectares au milieu de rien. Abritées par des hauts talus de terre, elles poussent dans cet environnement a priori hostile grâce à des systèmes d'irrigation, faits de tuyaux en plastique noir et de bassins de rétention.

Un puits de 120 mètres

Depuis qu'il s'est lancé dans la culture des pastèques de Zagora il y a dix ans, Mohammed, qui a requis l'anonymat, en est à son quatrième puits creusé pour alimenter ses 3 hectares. «Pour le dernier, on a atteint 120 mètres», dit-il en montrant les branchements hydrauliques tentaculaires traversant sa ferme. «S'il le faut, on creusera plus profond l'an prochain.»

L'agriculture est peu à peu abandonnée, laissant des dizaines de parcelles en friche

A Zagora, la pastèque est un sujet de discorde entre ceux qui la cultivent et le reste de la population, dont les paysans de l'oasis. «Les gens qui profitent des pastèques ne sont pas majoritaires, il s'agit de quelques dizaines de familles, et d'investisseurs parfois étrangers à la région, alors que, dans le même temps, ça provoque beaucoup de problèmes sur l'approvisionnement en eau», relate Abdelouhhab Najib, agriculteur et vice-président de l'Association des amis de l'environnement.

Face aux «manifestations de la soif» organisées par la population à Zagora dès 2017, lors des premières coupures d'eau, les autorités locales ont pris des mesures pour limiter les superficies dévolues à cette culture. Depuis 2022, la limite a été fixée à 1 hectare par exploitation et les subventions à l'installation de systèmes d'irrigation supprimées. «Mais beaucoup contournent ces injonctions, en disant qu'il y a 1 hectare qui appartient au fils, un autre au père, à la fille et ainsi de suite...», reprend Abdelouhhab Najib, qui prône l'interdiction totale de la culture des pastèques. Une mesure mise en œuvre dans la ville voisine de Tata.

«Dans la province, l'accès à l'eau est devenu une source d'inégalités sociales et économiques croissantes», note Hind Ftouhi, agronome et sociologue de la ruralité, autrice d'études sur le sujet. «La pluie des derniers mois a apaisé un peu les choses, mais le sujet risque de revenir car l'oasis continue de se dégrader», ajoute Abdelouhhab Najib. Une dégradation qui accélère un peu plus l'exode rural, selon plusieurs acteurs locaux. En 2024, la tendance avait déjà été soulignée par la Banque mondiale. «Si tout le monde part, qui va entretenir la palmeraie?», s'interroge l'agriculteur, rappelant par là même que les oasis sont une création de l'homme pour subsister dans un environnement aride et un rempart face à l'avancée du désert. ■

CÉLIA CUORDIFEDE

Forêts primaires tropicales : l'hémorragie ralentit, sans être enrayerée

La perte de couvert de forêts primaires a reculé de 36 % en 2025, après une année record en 2024 marquée par d'importants incendies

C'est un progrès, sans pour autant constituer un tournant décisif. En 2025, la planète a continué de perdre ses forêts primaires tropicales à un rythme vertigineux – plus de 11 terrains de football par minute. Mais cette hémorragie a nettement ralenti par rapport à l'année précédente, grâce à des politiques plus strictes pour enrayer la coupe des arbres dans plusieurs pays. Les pressions – agriculture, exploitation minière, etc. – persistent toutefois, tandis que les incendies exacerbés par la crise climatique menacent cette embellie.

Près de 4,3 millions d'hectares de forêts tropicales primaires ont disparu en 2025, soit la taille du Danemark, selon les données de l'université américaine du Maryland publiées mercredi 29 avril par l'Observatoire mondial des forêts du World Resources Institute (WRI). Ce chiffre est en baisse

record marquée par des incendies hors norme. Il demeure malgré tout supérieur de 46 % à celui d'il y a dix ans.

«La baisse de 2025 est incroyablement encourageante, mais nous ne sommes pas en bonne voie pour mettre fin à la déforestation d'ici à 2030», prévient Elizabeth Goldman, codirectrice de l'Observatoire mondial de forêts. Les niveaux actuels restent 70 % trop élevés pour respecter cet engagement pris par 140 pays lors de la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP26) de 2021. Atteindre cet objectif «ne sera pas facile», ajoute-t-elle, en raison de la vulnérabilité des forêts au changement climatique et de la demande croissante en terres pour produire de la nourriture, des carburants ou des matériaux. L'arrivée probable d'El Niño à partir de 2026 pourrait en outre ravi-

phénomène accroît la température et favorise les sécheresses.

Les forêts primaires jouent un rôle irremplaçable : elles abritent une vaste biodiversité, régulent les cycles de l'eau et du climat en stockant du carbone et fournissent des ressources à des millions de personnes. L'analyse se concentre aussi sur ces forêts parce qu'elles représentent la majorité des zones touchées par la déforestation mondiale. Les chiffres de l'université du Maryland reposent toutefois sur la notion de perte de couvert forestier, qui diffère de celle de déforestation. La première mesure toute disparition d'arbre temporaire ou permanente, tandis que la seconde désigne un changement durable d'usage des terres.

Une grande partie des progrès observés en 2025 provient du Brésil, qui abrite l'essentiel de l'Amazonie. La perte de forêts primaires (hors incendies) y a chuté de 42 %,

gistré. Cette amélioration, qui concerne également d'autres biomes comme le Cerrado, s'explique par le renforcement des politiques environnementales depuis le retour au pouvoir du président Luiz Inácio Lula da Silva en 2023.

Progrès précaires

Des tendances similaires sont observées en Colombie (-17 %), notamment grâce à une meilleure reconnaissance des territoires autochtones et à des mesures de traçabilité. L'Indonésie et la Malaisie maintiennent également des niveaux relativement bas, portés par des moratoires ou des engagements du secteur privé dans le secteur de l'huile de palme.

Mais ces progrès restent précaires. Au Brésil, l'expansion du soja et de l'élevage demeure le principal moteur de destruction, et des reculs réglementaires récents menacent les progrès. La dégradation

compte dans l'étude – touche en outre des surfaces encore plus vastes. «En brûlant les forêts petit à petit, elle est devenue une façon de déforester par retardement», indique Plinio Sist, directeur d'unité au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad), qui n'a pas participé à l'analyse.

Ailleurs, la situation reste préoccupante. La Bolivie enregistre la deuxième plus forte perte de forêts primaires au monde, après des incendies massifs et en raison de la progression de l'élevage et des cultures de soja ou de maïs. En République démocratique du Congo, troisième pays le plus touché, la perte reste élevée, largement alimentée par l'agriculture de subsistance et la production de charbon de bois. Au Laos, à Madagascar ou en Birmanie, les coupes d'arbres sont moins liées à la demande mondiale en matières pre-

nourriture et en énergie. Le recul observé en 2025 se poursuivra-t-il cette année? Outre El Niño, les élections nationales dans plusieurs pays forestiers, ainsi que le contexte géopolitique chahuté, rendent difficile toute projection. Il s'agira aussi de mesurer l'impact de nouveaux outils, comme le fonds international lancé à la COP30, en novembre 2025, pour rémunérer la préservation des forêts, ou le règlement européen sur la déforestation importée, qui doit interdire la commercialisation en Europe de produits provenant de terres déboisées, attendu fin 2026 après un nouveau report.

Sans accélération, des points de bascule pourraient être franchis, prévient Rod Taylor, directeur chargé des forêts au WRI : le dérèglement climatique risque de transformer certaines forêts de puits en source de carbone, alimentant un cercle vicieux. ■